OFFICE DES
PROFESSIONS
DU QUÉBEC

930 CHEMIN STE FOY
QUÉBEC 6
G1S 2L4

A

LA PROTECTION DU PUBLIC EXIGE DU PROFESSIONNEL COMPETENCE ET INTEGRITE

René DUSSAULT, président
de l'Office des professions
du Québec.

TORONTO
RECEIVED

Allocution prononcée à Québec
devant les membres du Club Rotary,
le 15 octobre 1974.

Le Code des professions, en vigueur depuis le ler février 1974, établit clairement que la protection du public dans le domaine des services professionnels constitue la règle d'or du professionnel en exercice. Afin d'assurer la fidélité à cette règle, cette nouvelle législation confie à la corporation professionnelle le mandat de surveiller l'exercice de la profession par ses membres, instaure à l'intérieur de chaque corporation des mécanismes de contrôle de la qualité de l'acte professionnel, et crée un organisme de surveillance des corporations professionnelles, l'Office des professions du Québec.

Contrôle de la qualité de l'acte professionnel

Un professionnel peut porter préjudice aux personnes qui requièrent ses services, soit par défaut de compétence, soit par manquement au code d'éthique de sa profession. C'est pourquoi le Code des professions institue, au sein de chaque corporation professionnelle, deux organismes de contrôle distincts: le comité d'inspection professionnelle et le comité de discipline. Le premier doit s'assurer que le professionnel met périodiquement ses connaissances à jour et peut, éventuelle-

ment, le contraindre à une période de recyclage et à une restriction de son permis d'exercice; quant au second, il doit examiner et juger toute plainte portée par le public contre un professionnel et peut, s'il est trouvé coupable, lui imposer l'une ou l'autre des sanctions prévues par la loi, soit la réprimande, l'amende, l'obligation de remettre une somme d'argent détournée, la radiation temporaire ou permanente du tableau des membres, ou la révocation du permis d'exercice.

Mise à jour constante des connaissances

Etant donné l'évolution rapide de la science et la tendance vers l'ultra spécialisation, il est inévitable que certains professionnels se voient dépassés par les nouveaux développements de leur discipline. Le législateur s'est donc montré clairvoyant en instituant, en vue de protéger le public, un mécanisme de vérification périodique de la compétence des professionnels: l'inspection professionnelle.

Ce mécanisme consiste en l'octroi, au Bureau de chacune des corporations, d'un pouvoir de déterminer par règlement les cas où les professionnels peuvent être tenus de faire un stage de perfectionnement et de fixer les modalités de limitation du droit d'exercice pendant un tel stage. A cette fin, un comité d'inspection professionnelle doit être constitué pour chaque corporation. Formé d'au moins trois membres nommés par

le Bureau, ce comité doit enquêter sur la compétence professionnelle de tout membre de la corporation. Il peut éventuellement recommander au Bureau de limiter le droit d'exercice d'un professionnel, le temps qu'il se recycle et remette ses connaissances à jour.

Prévu pour la protection du public, ce mécanisme est aussi à l'avantage des professionnels eux-mêmes, pour autant qu'ils veuillent bien le voir dans une optique positive. En effet, le Bureau de chaque corporation professionnelle doit voir à la mise sur pied de cours ou de stages de formation continue pour les membres de la corporation. Cette responsabilité que se voit confier la corporation professionnelle de s'assurer — en collaborant avec les milieux d'enseignement — que ses membres peuvent bénéficier de programmes de formation permanente, manifeste la volonté du législateur d'adapter les services professionnels aux besoins de la société.

En établissant ce mécanisme de contrôle de la compétence du professionnel, le Code des professions offre la meilleure solution: il élimine le permis d'exercice traditionnel, valide pour la vie, qui donnait au public peu de garantie de mise à jour des connaissances du professionnel; il rejette aussi l'option du permis d'exercice périodiquement renouvelable, qui comporte beaucoup d'insécurité et qui serait difficile d'application, le professionnel devant alors se qualifier périodiquement pour une pratique générale qu'il a délaissée en se spécialisant.

De la discipline "maison" à l'appareil judiciaire

Si la protection du public exige la vérification régulière de la compétence du professionnel, elle réclame également que ce dernier se conforme à la nouvelle législation et au code d'éthique de sa profession.

Avant l'adoption du Code des professions, la discipline était une affaire purement interne. La surveillance disciplinaire du professionnel était exercée par un comité de discipline composé uniquement de pairs et dont les décisions étaient susceptibles d'appel devant le Bureau de direction de la corporation. Chargé de représenter ses membres et de prendre des décisions à leur sujet, ce Bureau remplissait une fonction à la fois politique et quasi-judiciaire.

Le Code des professions modifie considérablement les règles du jeu en ce domaine. Il introduit dans le processus divers mécanismes en vue d'assurer une justice disciplinaire objective et ouverte au grand jour, ainsi qu'une procédure rigoureusement suivie.

Selon la nouvelle législation, le comité de discipline est maintenant présidé par un avocat nommé par le gouvernement et rémunéré par l'Office des professions du Québec. La participation de cet avocat, en plus d'introduire dans le proces-

sus disciplinaire une présence externe, devrait permettre un meilleur maniement de la procédure judiciaire et la rédaction de sentences respectant davantage les règles du droit.

Concernant l'appel, le changement apporté est encore plus important puisque la corporation professionnelle se voit dépouiller de tout rôle au profit du Tribunal des professions, nouvel organisme formé de trois juges de la Cour provinciale désignés par le juge en chef de cette Cour. Le Code des professions manifeste ainsi la volonté bien arrêtée du législateur québécois de voir le régime disciplinaire des professions déboucher au sein même de l'appareil judiciaire. Incidemment, le Tribunal des professions peut décider, si la protection du public l'exige, que la décision rendue par un comité de discipline s'applique pendant l'audition de l'appel.

Une autre innovation importante en matière disciplinaire est la publication, par l'Office des professions du Québec, d'un recueil trimestriel des décisions rendues par le comité de discipline de chacune des professions ainsi que par le Tribunal des professions. Ainsi, pour la première fois au Québec, devient accessible au grand public un ensemble de données qui, jusqu'à maintenant, étaient gardées à l'intérieur de chaque corporation. Une telle mesure, tout en favorisant le développement d'une jurisprudence cohérente, devrait permettre au public de mieux apprécier ce qui se fait sur le plan de la discipline professionnelle au Québec.

Cette recherche de la protection du public ne se fait cependant jamais au détriment du professionnel poursuivi. La procédure d'action du comité de discipline et celle du Tribunal des professions sont longuement et clairement établies dans le Code des professions et le professionnel peut, à toutes les étapes, requérir les services d'un avocat.

L'Office des professions protecteur du public

L'Office des professions du Québec n'a pas le mandat de vérifier lui-même la compétence des professionnels ni celui de traiter directement les plaintes en matière de discipline. Cependant, il dispose, touchant ces deux aspects de la qualité de l'acte professionnel, de pouvoirs réglementaires considérables: il peut se substituer aux corporations professionnelles pour rehausser les normes de leur code d'éthique ou pour établir le mode d'action de leur comité d'inspection professionnelle, si elles négligent de le faire ou ne le font pas de façon satisfaisante.

De plus, l'Office des professions se fait un devoir, non seulement d'acheminer les plaintes aux comités d'inspection professionnelle ou de discipline des corporations en cause, mais aussi de suivre de près les démarches entreprises et de faire pression pour que les cas soient examinés

avec diligence. Et si l'Office s'aperçoit, à la lumière de ces plaintes, que des changements à la réglementation professionnelle s'imposent — par exemple, qu'il y a une lacune au code d'éthique de telle ou telle profession — il n'hésitera pas à intervenir pour la combler.

Le service professionnel étant maintenant défini comme un service public, il est important d'assurer le bon fonctionnement des mécanismes contrôlant la qualité de l'acte professionnel. L'Office des professions entend assumer à fond sa responsabilité à cet égard.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUEBEC

PUBLIC PROTECTION REQUIRES PROFESSIONAL COMPETENCE AND INTEGRITY

René Dussault, Chairman

Address given on October 15, 1974, at the Château Frontenac in Québec City before the members of the Rotary Club.

PUBLIC PROTECTION REQUIRES PROFESSIONAL COMPETENCE AND INTEGRITY

by René Dussault
Chairman of l'Office des professions du Québec

The Professional Code which came into force on February 1, 1974 clearly establishes protection of the public in the domaine of professional services as the golden rule of all professional practice. In order to ensure compliance with this rule, this new legislation entrusts professional corporations with the responsibility of supervising the professional practice of their members, introduces measures to control the quality of professional acts within each corporation and creates a body called l'Office des professions du Québec to supervise professional corporations.

Control of the quality of professional acts

Professionals may cause harm to persons who request their services either through a lack of competence or by departing from the code of ethics of their profession. For this reason, the Professional Code provides for two distinct control bodies within each professional corporation: the professional inspection committee and the committee on discipline. The first committee must make sure that professionals update their knowledge regularly and may eventually require them to undergo

further periods of training: it may even restrict their permit to practice. The second committee must examine and assess every complaint from the public against any professional and may, if they find him guilty, impose one of the penalties provided for in the law, i.e. a reprimand, a fine, the obligation to remit a misappropriated sum of money, the temporary or permanent striking off the membership roll or the revoking of the permit to practice.

Constant updating of knowledge

Because of the rapid development of science and the trend toward higher degrees of specialization, it is inevitable that certain professionals find themselves "out-of-date" relative to new developments in their respective discipline. In their endeavor to protect the public, the legislators have thus shown foresight by instituting professional inspection for periodic verification of professional competence.

This measure consists of granting the Bureau of each Corporation the right to determine by regulation when professionals may be required to undergo further training as well as to establish the conditions for restricting the right to practice during these training periods. A professional inspection committee must be set up for this purpose by each corporation. The committee, which consists of not less than three members

appointed by the Bureau must conduct inquiries on the professional competence of every member of the corporation. It could, as a result, recommend to the Bureau that a professional's right to practice be restricted for the period during which he is undergoing the retraining and updating of his knowledge.

This measure, devised to protect the public, can also serve the interests of the professionals themselves, if a positive approach is taken. In effect, the Bureau of each professional corporation must organize courses and periods of continuing education for the members of the corporation. The responsibility entrusted to professional corporations for providing, in collaboration with teaching institutions, continuing training programs for their members is an expression of the desire of the lawmakers to adapt professional services to the needs of society.

By establishing the method of control of professional competence, the Professional Code offers the best solution to the problem: it eliminates the traditional granting of a permit to practice which was valid for life and which gave the public very little guarantee of up-to-date professional knowledge; it also rejects the option of short-term renewable permits to practice fraught by considerable insecurity and which would be difficult to oversee, since professionals would have had to qualify

periodically for general practice after having abandoned it to work in a specialized field.

From house rules of discipline to the judicial system

If the protection of the public requires regular assessment of professional competence, it also requires that professionals comply with the new legislation and the code of ethics of their professions.

Prior to the adoption of the Professional Code, discipline was a purely internal matter. Disciplinary supervision was exercised by a committee on discipline consisting exclusively of peers whose decisions could be appealed before the Bureau of the corporation. Since the Bureau simultaneously represented the members and made decisions with regard to them, its role was both political and quasi-judicial.

The Professional Code changes the rules of the game considerably in this respect. It introduces in the process several measures to ensure objective and undisguised disciplinary action as well as strict rules with regard to procedure.

Under the new legislation, a lawyer appointed by the Government and paid by l'Office des professions du Québec presides over the committee on discipline. In addition to introducing outside representation into the disciplinary process, the participation of a lawyer should promote better

handling of the legal procedure and the drafting of judgments which are more consistent with the rules of the law.

The changes made in the appeal procedure are of even greater significance. The professional corporation no longer has any part to play in this respect since responsibility has been transferred to a Professions Tribunal. The Tribunal is a new body consisting of three Judges of the Provincial Court appointed by the Chief Judge of this Court. The Professional Code thus manifests the will of Québec legislators to have the professional disciplinary system integrated into the judicial system. When appropriate, the Professions Tribunal may decide that the decision rendered by a committee on discipline should apply during the appeal procedure, if this is in the interest of public protection.

Another important innovation in the matter of discipline is the quarterly publication by l'Office des professions du Québec of a compiled account of the decisions rendered by the disciplinary committee of each of the professions or by the Professions Tribunal. Therefore, for the first time in the Province of Québec, the general public has access to information which until now has been carefully guarded by each corporation. While promoting the development of a coherent jurisprudence, this measure should make it possible for the public to assess more accurately what goes on with respect to professional discipline in Québec.

The attempt to provide adequate protection for the public, is however, never made to the detriment of the professional in question. The procedure to be followed by the committee on discipline and by the Professions Tribunal is described clearly and in detail in the Professional Code and the professional may at any stage of the proceedings request the services of a lawyer.

L'Office des professions as the protector of the public

It is not l'Office des professions' responsibility to check on the competence of professionals or to deal directly with complaints in matters of discipline. However, l'Office has considerable regulatory powers with regard to these two aspects pertaining to the quality of professional service. It may act in place of the professional corporations in order to raise the standards of their code of ethics or to determine the procedure to be followed by their professional inspection committees if these are neglected, or are carried out in an unsatisfactory manner.

In addition, it is l'Office des professions' duty not only to forward complaints to the professional inspection or discipline committees of the corporations concerned but also to keep a close watch on the steps taken and exert pressure to have the cases examined promptly. Should l'Office realize, in

the light of these complaints, that amendments to professional regulations are necessary, for example, with regard to shortcomings in the code of ethics of a profession, it will not hesitate to take the necessary action.

Since professional services are now defined as public services, it is important to ensure that the mechanisms which control the quality of professional acts operate smoothly. It is the firm intention of l'Office des professions to fully assume all its responsibilities in this respect.